Remettre en cause le droit de grève est une provocation !

Il n'y a pas d'autre issue que d'entendre les revendications et ouvrir les négociations !

Le Président de la République et le gouvernement cherchent-ils la généralisation du conflit ?

Des centaines de milliers d'enseignants, de fonctionnaires et de salariés ont manifesté ce jeudi 15 mai. Dans les écoles, les lycées et collèges, les professeurs ont massivement participé à la grève pour exiger une réponse à leurs revendications qui, toutes sans exception, rejoignent la volonté des salariés et citoyens de ce pays de défendre et protéger l'école de la République. Ils exigent en particulier l'annulation des 11 000 fermetures de postes programmées pour la prochaine rentrée et le respect de leurs garanties statutaires mises à mal par les projets du ministre Darcos. Ils exigent aussi le réemploi des 36000 contractuels de l'Education Nationale (EVS et AVS) purement et simplement menacés de licenciement à la fin du mois de juin.

Pour toute réponse le président de la République annonce une brutale remise en cause du droit de grève. Imposer une déclaration individuelle de chaque professeur 48h avant la grève, ce n'est pas respecter le droit de grève, c'est le remettre en cause et soumettre les salariés à toutes les pressions contre leur décision de faire grève. Personne ne fait grève par plaisir ; la grève, ce n'est pas une bouffonnerie, **pour Force Ouvrière aucune réglementation ne saurait limiter le droit de grève.**

Le dispositif annoncé par le président de la République imposerait aux communes d'utiliser les fonctionnaires territoriaux pour briser la grève de leurs collègues enseignants ; il se révélera inapplicable et doit donc être caractérisé pour ce qu'il est : une provocation contre la grève et les revendications des enseignants en ce mois de mai 2008 et une décision irresponsable vis-à-vis des communes et des familles.

Pour remettre en cause les régimes spéciaux de retraite des cheminots le gouvernement s'est attaqué à leur droit de grève. Monsieur Sarkozy et son ministre veulent fermer 11 000 postes dans l'éducation nationale ; ils remettent en cause les garanties statutaires des professeurs des écoles en annualisant une partie de leur temps de travail au mépris total du fonctionnement de chacune des écoles publiques, maternelles et primaires ; ils annoncent une réforme des lycées qui aboutirait à fermer encore des dizaines de milliers de postes. **N'est ce pas pour mener à bien cette politique de destruction de l'école de la République qu'ils s'attaquent aujourd'hui au droit de grève ?**

Force est de constater que le gouvernement cherche la généralisation du conflit.

Dans ces conditions la FNEC FP-FO maintient sa proposition à toutes les fédérations syndicales de l'éducation nationale d'aller maintenant à la grève de toutes les catégories pour obtenir satisfaction aux revendications.

La FNEC FP-FO soutient la décision des 450 instituteurs décidant ce 15 mai en assemblée générale à Nantes de reconduire la grève pour l'abandon des projets Darcos et la création des postes nécessaires.

La FNEC FP-FO soutient la décision des enseignants de Haute Loire de désigner leurs délégués, avec leurs organisations syndicales, pour se rendre le 28 mai au ministère de l'Education Nationale déposer et chercher des réponses à leurs revendications.

La FNEC FP-FO appelle les enseignants et tous les personnels de l'Education Nationale à se réunir en assemblées générales et prendre à tous les niveaux les décisions qu'appelle la situation en direction du Ministre de l'Education nationale.

Montreuil le 16 mai 2008 9h.